

Un nouveau patron pour le groupe de formation militaire DCI

Vincent Lamigeon

771 mots

20 décembre 2018

13:13

Challenges.fr

CHALCOM

Français

Copyright 2018 Challenges - All Rights Reserved

EXCLUSIF - Samuel Fringant, ancien de Veolia et du groupe de sécurité Morpho, est nommé à la tête du groupe DCI, spécialiste de la formation des armées clientes d'armement français. Le nouveau patron devra redresser un fleuron affaibli.

Après six mois sans PDG, DCI (Défense Conseil International) tient enfin son nouveau patron. Selon nos informations, Samuel Fringant, ancien de Veolia et du groupe de sécurité Morpho, a été nommé mercredi 19 décembre à la tête du spécialiste français de la formation militaire (200 millions d'euros de chiffre d'affaires, 1.000 salariés). Sélectionné à l'issue d'une chasse de tête menée par le cabinet **Eric Salmon & Partners**, Samuel Fringant, 47 ans, prendra ses fonctions le 1er janvier prochain. Il grille ainsi la politesse à une candidate interne, Julia Maris, directrice générale du groupe. Cette ancienne du cabinet de Jean-Yves Le Drian au ministère de la Défense pourrait quitter le groupe : elle avait affirmé à plusieurs reprises qu'elle jetterait l'éponge si elle n'était pas choisie.

Peu connu du grand public, DCI, codétenu par l'Etat (49,9%) et les anciens offices d'armement Eurotradia et Sofema, est un acteur essentiel de la défense française. Le groupe est souvent dans l'ombre des grands contrats d'armement signés par Paris : il prend en charge les missions de formation liées à ces ventes de matériel militaire tricolore, transférant des savoir-faire aux pilotes, marins, et mécaniciens des alliés de la France. DCI a ainsi formé les équipages des deux porte-hélicoptères Mistral vendus à l'Egypte, ainsi que ceux des sous-marins Scorpène vendus à l'Inde. Il forme aussi, avec Dassault, les mécaniciens qataris, en marge du contrat pour 24 Rafale signé par Doha en 2015.

Erosion des prises de commandes

Le problème, c'est que l'étoile DCI a peu pâli ces dernières années. Le chiffre d'affaires, passé de 120 millions d'euros en 2008 à 230 millions en 2016, ne progresse plus guère depuis : il plafonnerait, selon nos informations, autour de 200 millions d'euros. "Il y a une vraie érosion des prises de commandes", s'alarme un connaisseur de la maison. DCI avait également tenté une diversification dans les missions ISR (Intelligence, surveillance, reconnaissance) en rachetant Vigie Aviation, opérateur d'un avion Da-42 équipé pour ces missions de surveillance. L'affaire a tourné cours : l'avion est désormais en vente. Après avoir été renouvelé pour trois ans en mai 2017, le PDG Jean-Michel Palagos, autre ancien du cabinet de Jean-Yves Le Drian, a démissionné à la surprise générale en juillet 2018. Depuis, DCI était dirigé par une direction intérimaire bicéphale : Laurent Giovachini (Sopra Steria, ex-DGA) à la présidence non exécutive, et Julia Maris à la direction générale.

Le chef d'état-major des armées lui-même s'était inquiété, en octobre dernier, de la santé du fleuron français. "DCI est une entreprise importante dont nous suivons de très près les évolutions, assurait ainsi le général François Lecointre lors d'une audition devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Nous sommes prêts à la soutenir car elle constitue un instrument permettant de transmettre le savoir-faire français et de participer de manière très importante aux exportations. Si elle devait être menacée, il faudrait faire le nécessaire pour la sauvegarder." Tout en assurant que DCI "fait

remarquablement bien son travail", le chef d'état-major des armées soulignait que les clients étrangers "se plaignent parfois du prix excessif de ses prestations".

Ancien de l'Elysée

Une des premières missions de Samuel Fringant sera donc de relancer les performances commerciales du groupe. Le nouveau PDG connaît bien les clients institutionnels, qu'il a beaucoup fréquentés comme directeur général de la division sécurité de Morpho (ex-filiale de Safran, désormais Idemia). Le nouveau patron pourra aussi s'appuyer sur sa très bonne connaissance des rouages de l'Etat, actionnaire à 49,9% de DCI : il avait été chef de cabinet adjoint de Nicolas Sarkozy à l'Elysée de 2007 en 2009, après un passage au ministère de l'Intérieur.

Enfin, Samuel Fringant a l'expérience des opérations de fusions-acquisitions : il avait piloté la fusion entre Veolia Transport et Transdev à la fin des années 2000. Cette expérience pourrait être utile chez DCI, dont le rapprochement avec d'autres anciens offices d'armement français (Eurotradia, DCI, voire Sofema et Odas) est un serpent de mer. Le projet, étudié par le cabinet de la ministre des Armées Florence Parly en 2017, semble actuellement encalminé.

Vincent Lamigeon et Jacques Marcel